ÉLIMINATOIRES CDM 2026 / MOZAMBIQUE 0 – ALGÉRIE 2

UNE VICTOIRE DANS LA DOULEUR

Page 14

BIENTÔT DES VÉHICULES OPEL FABRIQUÉS EN ALGÉRIE ?

LA RÉPONSE DU DG DE STELLANTIS-MAGHREB

Page 4

ISSN : 1112-7449

LE MIDI Libre

L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

N° 4888 | Lundi 20 novembre 2023 - **Prix : 10 DA** • www.lemidi-dz.com

AADL DE LA WILAYA D'ALGER

BONNE NOUVELLE POUR LES SOUSCRIPTEURS

Page 5

GHAZA CE SPHINX QUI RENAÎTRA DE SES CENDRES

Pages 2, 3, 4, 13 et 16

PATIENTS CANCÉREUX

Le directeur de l'hôpital "El Sadaka" insiste sur l'accélération du transfert

Le directeur de l'hôpital palestino-turc d'oncologie "El Sadaka" à Ghaza, le Docteur Sobhi Sekik, a souligné "*la nécessité d'accélérer les procédures administratives au niveau du poste-frontière de Rafah avec l'Egypte pour transférer les cas graves de patients atteints de cancer à l'extérieur de la bande, pour poursuivre leur traitement*."

Dr. Sekik a expliqué, dans une déclaration à l'APS, que "*le processus de transfert des patients à l'extérieur de la bande reste aujourd'hui extrêmement difficile*", soulignant la "*nécessité de le lancer dans les plus brefs délais afin que les patients puissent bénéficier du traitement le plus rapidement possible, compte tenu de leur état de santé grave*".

Il a rappelé, notamment, que l'hôpital avait cessé de fournir des services à ces patients depuis le 1er novembre en raison de son bombardement et de l'absence de carburant pour faire fonctionner ses équipements médicaux.

Le directeur de l'hôpital "El Sadaka" a fait état du "*transfert de 140 à 160 patients atteints de cancer à un stade très avancé vers le poste-frontière de Rafah, mais l'opération n'a pas eu lieu en raison d'un manque de coordination (...) Une partie des patients a été renvoyée à l'hôpital "Dar Al-Salam" et une autre partie à l'hôpital "Al-Aqsa", tandis que d'autres sont retournés dans leurs refuges*".

Il a ajouté que l'hôpital palestino-turc, qui supervisait avant l'agression israélienne sur Ghaza le traitement de plus de 10.000 cas de cancer dans la bande, a été fermé et que "*son personnel médical a été transféré à l'hôpital "Dar Al-Salam" à Khan Younès pour continuer à fournir certains services de santé de base aux patients atteints de cancer, notamment leur administration de médicaments analgésiques, le traitement chimique étant suspendu faute d'équipements médicaux appropriés*".

Le nombre de patients atteints de cancer qui ont été tués à l'hôpital "El Sadaka" depuis le début de l'agression et jusqu'à la cessation de ses services se situe entre 50 et 60, dont 6 patients tués en une seule nuit, a-t-il fait savoir, ajoutant que "*lorsque les patients ont été transférés à l'hôpital Dar Al-Salam à Khan Younès, 4 patients ont également été tués et chaque nuit, deux à trois autres décèdent en raison du manque de médicaments, de la non-application des protocoles sanitaires et du stress intense résultant du bombardement des hôpitaux*".

Dr. Sobhi Sekik a lancé un appel à tous les pays du monde, en particulier ceux qui se sont déclarés prêts à prendre en charge les patients atteints de cancer, à finaliser le transfére des personnes atteintes de cette maladie maligne.

R. N.

LE FRONT ANTI-GUERRE S'ÉLARGIT

Les crimes dénoncés par les peuples du monde

Le front pro-palestinien s'élargit davantage. Des organisations en soutien à Ghaza vont défiler prochainement à Londres. Il est prévu une centaine de rassemblements dans la capitale britannique alors que des députés du parti démocrate ont appelé urgemment à un cessez-le-feu dans la bande de Ghaza.

PAR FAYÇAL ABDELGHANI

Pour un premier rendez-vous des citoyens britanniques qui soutiennent le cessez-le-feu à Ghaza, c'est un pari réussi pour les organisateurs. Avant-hier, ces sont des milliers de britanniques qui ont défilé dans plusieurs endroits de la capitale laissant élargir le cercle à d'autres organisations à entendre leurs voix. Selon le groupe Palestine solidarity campaign « *ce sont des gens ordinaires de tout le Royaume qui vont toujours s'exprimer en majorité pour le cessez-le-feu* ». Un porte-parole de la Stop War Coalition a noté qu'une « *manifestation nationale sera organisée la semaine prochaine avec la participation des syndicats* ». À contre-courant de la position officielle du gouvernement britannique qui soutien, bec et ongle, le gouvernement de Netanyahou, les associations de la société civile se démarquent de cette prise de position, en tentant de mettre plus de pression pour faire cesser les hostilités. De leur part, des députés juifs du parti Démocrate américain ont alerté l'opinion nationale et internationale sur l'effroyable guerre que mène le gouvernement extrémiste sur les populations de Ghaza. Jon Ossof, sénateur dans le parti de Biden a qualifié dans une déclaration publique que « *l'étendue des morts civils et les souffrances à Ghaza ne sont pas nécessaires. C'est un échec moral qui devrait paraitre inacceptable aux yeux des Etats-Unis* ». Plus loin, il condamne « *la catastrophe humanitaire de Ghaza, elle sème les graines de la haine et sape toute perspective d'une paix durables entre Israéliens et Palestiniens* ». Ce sénateur qui soutien ardemment la solution des deux Etats, insiste sur « *une guerre qui mine la crédibilité des Etats-Unis* » dans la région et surtout en termes de valeurs humanitaires. Cette voix discordante s'inscrit parmi tant d'autres chez les autres juifs américains qui ne soutiennent pas les lobbies pro-israéliens dans leurs politiques guerrières en Palestine. Même état d'esprit chez certaines personnalités politiques en France comme Alain Juillet, Jean-Luc Mélenchon et Karim Zeribi qui ont fustigé la guerre inhumaine que mène Israël aux palestiniens. A contrario et malgré les restrictions et autres embûches dans le paysage politico-médiatique européen, certains n'hésitent pas à braver les interdits en dénonçant les crimes abjectes sur une population civile innocente qui paye déjà un lourd tribut depuis le début de la guerre.

F.A.

CPI ET LES CRIMES CONTRE GHAZA

Cinq États réclament justice !

PAR IDIR AMMOUR

Le monde bouge en faveur du peuple palestinien, exprimant leur « solidarité », surtout avec les Ghazaouis victimes de « génocide », leur colère contre les actes inhumains des sionistes » et « la complicité de l'Occident ». Depuis l'éclatement le 7 octobre, le monde des peuples communie dans la même émotion. Les différentes capitales à travers le monde se sont enfiévrées à l'unisson en faveur de la Palestine à l'heure des bombardements israéliens intenses sur la bande de Ghaza. C'est le même scénario qui nous renvoie à des années en arrière! En effet, elle n'est pas sans précédent, les foules s'étaient aussi mobilisées en soutien aux intifadas palestiniennes de 1987 et 2000, rappelons-le. Cette union des populations du monde autour d'un même imaginaire tranche crûment avec la désunion de leurs États, plus profonde que jamais. Schisme au sommet, fusion de la base. Mais cette fois-ci le verre est plein sauf chez les dirigeants occidentaux qui jouent aux sourds-muets, au mépris même des lois et conventions internationales. Selon le ministère palestinien de la Santé, opérant à Ghaza, le bilan cauchemardesque a franchi la barre des 12000 morts, en majorité des enfants (plus de 5000) et des femmes sans que la soif de sang de l'armée sioniste ne cesse, puisqu'elle a investi même les hôpitaux, à l'instar d'al-Chifa, le plus important et le plus ancien de la Palestine, où elle a pris d'assaut les services de chirurgie et de soins intensifs. Face à ce déluge, plusieurs pays ne cessent de réclamer un cessez-le-feu immédiat à Ghaza et en Cisjordanie, la justice pour les Palestiniens tués. En effet, cinq États parmi les fondateurs de la Cour pénale internationale (CPI), en attendant l'adhésion des autres pays, ont réclamé, de toute urgence, une enquête sur la « situation dans l'État de Palestine » et plus particulièrement sur l'agression barbare que l'entité sioniste mène dans l'enclave de Ghaza depuis les 7 octobres, et ce, au mépris des lois et conventions internationales. C'est ce qu'a indiqué, hier, le procureur de la CPI, Karim Ahmad Khan, qui a, en outre, précisé qu'il diligente effectivement une enquête depuis le début des bombardements sionistes contre Ghaza et en Cisjordanie illégalement occupée. « *Mon Bureau a reçu une saisine sur la situation dans l'État de Palestine émanant des cinq États parties suivants : Afrique du Sud, Bangladesh, Bolivie, Comores et Djibouti*», a donc assuré Karim Khan qui souligne qu' « *en recevant la saisine, mon Bureau confirme qu'il mène actuellement une enquête sur la situation* », même si les enquêteurs de la CPI ne sont toujours pas parvenus à entrer à Ghaza, du fait de la menace explicite de l'armée sioniste et de ses alliés occidentaux. Pretoria en appelle, également, à tous les États signataires du Statut de Rome pour adhérer à la démarche ou procéder à des « *saisines distinctes de manière indépendante* ». Ainsi, depuis l'appel lancé par le président de la République Abdelmadjid Tebboune, les saisines nationales et internationales prennent corps et la CPI se démarque enfin de l'étrange léthargie qui caractérise l'ONU et son Conseil de sécurité.

I.A.

UN PEUPLE TOUJOURS DEBOUT

Ghaza, ce sphinx qui renaîtra de ses cendres

La guerre ou plutôt l'agression sioniste vient de dépasser aux yeux de l'opinions mondiale les normes de la convention de Genève, elle a outrepassé même les limites de la barbarie, Israël est un état misanthropique. Les atrocités, la barbarie, la haine qui se sont abattues sur les enfants, femmes vieillards Gazaouis ainsi que sur les maisons, mosquées, hôpitaux, ambulances, écoles et universités… Cette armée de criminelles voulant faire plier la volonté des Gazaouis afin que ces derniers renoncent à la résistance et peine perdue. Pour chaque massacre, une fleure repousse et et Ghaza, tel le Sphinx renaîtra de ses cendres.

PAR KAHINA HAMMOUDI

Au moins 12.012 martyrs ont été enregistrés et plus de 32.300 Palestiniens ont été blessés depuis l'agression de l'occupation sioniste contre la bande de Ghaza et en Cisjordanie occupée, a annoncé dans la nuit de samedi à dimanche dans une mise à jour le ministère palestinien de la Santé.

Le ministère palestinien de la Santé a déclaré dans un communiqué, repris par l'agence *Wafa*, que le nombre de martyrs a atteint 1.800 dans la bande de Ghaza, tandis que le nombre de martyrs en Cisjordanie occupée s'est élevé à 212. En outre, a indiqué le ministère, 29.500 Palestiniens ont été blessés à Ghaza et près de 2 800 en Cisjordanie occupée.

Le ministère de la Santé palestinien a souligné par ailleurs qu'il était confronté à d'importantes difficultés pour obtenir des rapports actualisés, pour le septième jour consécutif en raison des perturbations des télécommunications à Ghaza et de l'effondrement des services médicaux et de télécommunications dans les hôpitaux de la ville et de la province nord de Ghaza.

Le rapport indique que "*26 des 35 hôpitaux de Ghaza et 52 des 72 cliniques de soins de santé primaires ont cessé leurs activités en raison des dommages causés par les frappes aériennes sionistes ou en raison de pénuries de carburant, les neuf hôpitaux restants fonctionnent à capacité maximale*." "*Sur les 24 hôpitaux capables d'admettre des patients hospitalisés dans le nord, seul l'hôpital Al-Ahli à Ghaza est actuellement opérationnel, même s'il est confronté à d'importantes difficultés*", ajoute la même source.

Une autre nuit terrible

Des dizaines de citoyens ont été martyrisés et d'autres ont été blessés lors des bombardements sionistes qui continus sur la bande de Ghaza, par voie terrestre, maritime et aérienne, tandis que des milliers sont toujours « dans les rues sans soins médicaux » à Ghaza de nombreux domaines. Le correspondant de wafa a rapporté qu'au moins six citoyens ont été tués et d'autres ont été blessés lors d'un bombardementde l'occupation sioniste qui a visé des maisons dans le quartier de Sheikh Radwan, dans la ville de Ghaza.

Les maisons des citoyens du quartier d'Al-Saftawi, au nord de la bande de Ghaza, et de la région de Qizan Rashwan, au sud-ouest du gouvernorat de Khan Yunis, ont été soumises à des bombardements israéliens continus.

L'artillerie de l'occupation a également bombardé l'est de Khuza'a, au sud de la bande de Ghaza. Des sources médicales à Ghaza ont annoncé que les 32 bébés prématurés avaient été évacués du complexe d'Al-Shifa par l'Organisation mondiale de la santé et les Nations Unies, après que tous ceux qui s'y trouvaient, y compris les malades, les blessés, les déplacés, et le personnel médical.

A noter que 4 des 36 bébés prématurés du complexe sont morts à cause d'une panne de carburant, soulignant que tous les hôpitaux de la ville de Ghaza étaient hors service, ne laissant que deux petits hôpitaux.

À l'aube, les avions de combat de l'occupation ont lancé une série de raids dans la région de Tal al-Zatar, au nord de la bande de Ghaza, et à proximité de l'hôpital indonésien, tandis que l'artillerie de l'occupation a tiré des obus à proximité de la région de Zarqa et du camp de Jabalia, au nord de la ville de Ghaza.

La machine de destruction israélienne poursuit son agression et sa guerre contre la bande de Ghaza pour le 44e jour consécutif, alors que le nombre de martyrs dans la bande de Ghaza depuis le début de l'agression jusqu'à avant-hier soir a atteint plus de 11800 martyrs, dont 4900 enfants, 3155 femmes et 700 personnes âgées, tandis que le nombre de victimes atteint plus de 29500 blessés.

14 civils massacrés

Avant- hier, 14 civils palestiniens sont tombés en martyr, lors de poursuite des bombardements israéliens ciblant deux maisons dans le camp de réfugiés d'Al-Nuseirat au sein de la bande de Gaza.

Selon des sources locales palestiniennes, 14 citoyens ont été tués lors de raids aériens israéliens ciblant deux maisons, près de l'école de Khaled Ebn Al-Walid, et ils ont été emmenés à l'hôpital.

Dans le même contexte, 11 corps des martyrs, dont la plupart des femmes et des enfants, ont été retirés des décombres des maisons bombardées par les avions de guerre israéliens, au nord de la bande de Gaza.

K. H.

Des Houthis yéménites affirment avoir capturé un cargo affrété par Israël

Des combattants houthis ont annoncé ce dimanche 19 novembre s'être emparés du navire cargo Galaxy Leader affrété par l'occupant israëlien en mer Rouge, au large du Yémen. "*Des Houthis yéménites ont pris le contrôle du navire Galaxy Leader affrété par Israël*", a annoncé à Sputnik un porte-parole du mouvement Ansar Allah. "*Les forces appartenant au groupe ont intercepté le navire commercial Galaxy Leader au large du Yémen, dans la mer Rouge, et ont pu y monter à bord*", a fait savoir l'interlocuteur de l'agence. Selon lui, le navire a été ensuite "*emmené dans la province de Hodeidah, à l'ouest du Yémen*". Les 22 membres d'équipage sont en train d'être interrogés. Auparavant, la chaîne *Al Hadath* a rapporté que "*des combattants houthis s'étaient emparés d'un navire cargo israélien dans le golfe d'Aden. Selon ses informations, le bâtiment battant pavillon des Bahamas était parti d'Egypte et se dirigeait vers l'Inde*."

Par la suite, Tsahal a confirmé le détournement du navire tout en soulignant que ce dernier n'appartenait pas à l'occupant israëlien et n'avait pas d'Israéliens à son bord.

L'armée israélienne a pourtant estimé qu'il s'agit d'un "*incident grave au niveau mondial*."

L'occupation cible un convoi de Médecins sans frontières

PAR RACIM NIDHAL

L'organisation internationale Médecins sans frontières a confirmé qu'un convoi a été délibérément attaqué par les forces d'occupation israéliennes lors de leur évacuation du complexe médical Al-Shifa, au centre de la ville de Ghaza.

L'organisation a indiqué dimanche dans un communiqué publié sur son site officiel qu'un proche de ses employés avait été martyrisé et qu'un autre avait été blessé lors de l'attaque contre son convoi.

L'organisation internationale basée en France a ajouté que le convoi tentait d'évacuer 137 de ses employés palestiniens et leurs familles du complexe médical Shifa, dans le centre de la ville de Ghaza, indiquant que des milliers de civils de la ville de Ghaza risquaient de mourir, dont plus de 100 de ses salariés et de leurs familles.

Mercredi dernier, l'armée d'occupation israélienne a pris d'assaut le complexe d'Al-Shifa après l'avoir assiégé pendant des jours, car il abrite des civils déplacés de leurs maisons à la suite des bombardements israéliens en cours dans la région.

Dans des statistiques non définitives, le ministère de la Santé a annoncé que le nombre de martyrs dans la bande de Ghaza avait augmenté, hier soir, samedi 17 novembre, à plus de 11 800 martyrs, dont 4 900 enfants, 3 155 femmes et 690 personnes âgées, alors que le nombre de victimes a atteint plus de 29 500 blessés depuis le début de l'agression de l'occupation contre la bande de Ghaza le 7 octobre dernier. Au cours de la même période, 205 personnels de santé et 36 personnels de la protection civile ont été martyrisés, en plus de plus de 215 agents de santé blessés. Plus de 60 ambulances ont également été attaquées, dont 55 ont été endommagées et mises hors service.

Tandis que 26 des 35 hôpitaux de Ghaza et 52 des 72 cliniques de soins de santé primaires, ont cessé de fonctionner en raison des dégâts résultant des bombardements d'occupation ou du manque de carburant.

R. N.

31 bébés prématurés évacués du complexe d'Al-Shifa

Le Croissant-Rouge palestinien a annoncé hier après-midi l'évacuation de 31 bébés prématurés du complexe Al-Shifa dans la ville de Ghaza.

Il a expliqué, dans un communiqué, que ses ambulanciers ont pu les évacuer et les transporter via ses véhicules vers le sud, en vue de leur transport vers l'hôpital Emirati Crescent de Rafah, avec la coordination de l'Organisation mondiale de la santé et le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

R. N.

ATTRIBUTION DU FONCIER INDUSTRIEL

Les explications du ministre Aoun

Animant hier une conférence de presse à l'occasion de sa visite de travail dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj, le ministre de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique M. Ali Aoun s'est exprimé sur les opérations d'attribution du foncier industriel. En effet, M. Aoun a tenu à rappeler que loi fixant les conditions d'octroi du foncier économique destiné à l'investissement a accordé d'une manière exclusive cette opération à l'Agence algérienne pour la promotion de l'investissement (AAPI).

« *La nouvelle loi publiée sur le journal officiel définit les modalités de l'attribution du foncier industriel. Ni le ministre ni encore le wali ne peuvent intervenir dans cette opération exclusivement attribuée à l'AAPI* » a déclaré M. Aoun.

Le même responsable a appelé les responsables de l'AAPI à accélérer le processus de traitement des dossiers et des demandes d'investissement.

JUSTICE

Belhadj reçoit le Premier Président du Tribunal administratif tunisien

Le président de la Cour constitutionnelle, Omar Belhadj a reçu, hier à Alger, le Premier Président du tribunal administratif tunisien, Abdessalam Mehdi Grissiaa qui effectue une visite officielle de trois jours en Algérie.

"Lors de cette rencontre, les deux parties ont passé en revue l'état des relations entre les deux pays et les moyens de les renforcer, notamment en matière de justice constitutionnelle", se félicitant de la qualité de ces relations et de leur caractère exceptionnel. Les deux responsables ont réaffirmé, à cette occasion, leur volonté d'intensifier les efforts pour renforcer la coopération entre les deux pays et promouvoir l'échange d'expériences et d'expertises dans divers domaines.

LIGNE ALGER-TOUGGOURT

Les nouveaux horaires du train de nuit

Dans un communiqué publié hier, la société nationale des transports ferroviaires (SNTF) a dévoilé les nouveaux horaires du train de nuit sur la ligne Alger-Touggourt. D'après la même source, le départ de la gare Agha d'Alger vers Touggourt est prévu à 18h13 durant les journées du samedi, lundi et mercredi.

Le retour à partir de la gare de Touggourt est prévue à 17h30 durant les journées du dimanche, mardi et jeudi.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

11 morts et 243 blessés en 24 heures

"*Onze (11) personnes sont décédées et 243 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas du pays*", a indiqué hier dimanche un bilan de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya d'Alger où trois (3) personnes sont décédées et 17 autres ont été blessées dans des accidents routiers, précise la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile de la wilaya de Tipaza sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à une personne ayant subi des brûlures de 2ème degré suite à l'explosion de gaz suivie d'un incendie, survenue à l'intérieur d'un restaurant situé dans une station de service sur l'autoroute Bousmail-Tipaza, dans la wilaya de Tipaza.

R. N.

BIENTÔT DES VÉHICULES OPEL FABRIQUÉS EN ALGÉRIE ?

La réponse du DG de Stellantis-Maghreb

Mercredi passé, le marque Opel est officiellement revenue en Algérie. En marge de la cérémonie de lancement, le manager général du groupe Stellantis au Maghreb, société mère d'Opel, a abordé le sujet d'une éventuelle industrialisation des modèles Opel ici en Algérie.

PAR RIAD EL HADI

Le groupe étudie ainsi la possibilité de produire des véhicules Opel sur le sol algérien, plus précisément au sein de l'usine FIAT, qui appartient également à Stellantis.

Stellantis envisage la production de véhicules Opel en Algérie

Lors du lancement d'Opel en Algérie, Hakim Boutahra, manager général de Stellantis Algérie, a révélé dans une interview que le groupe « *est en train de faire une étude pour regarder la faisabilité d'industrialisation des modèles Opel en Algérie* ».

Après avoir entamé l'importation de véhicules neufs, Stellantis envisage sérieusement la production locale des véhicules Opel dans son usine Fiat, dont la production débutera en décembre 2023.

Cette démarche, si elle est adoptée, pourrait bien s'appuyer sur la technique continue du partage de plateformes, incluant châssis, moteurs et boîtes de vitesses. Ainsi, la fabrication de véhicules Opel au sein de l'usine Fiat est possible, pour autant que les modèles Opel et Fiat partagent des caractéristiques communes dans ces trois éléments.

Si cette initiative se concrétise, elle assurera la pérennité de la marque allemande sur le marché algérien. De plus, cela s'alignera avec les ambitions du gouvernement algérien visant à encourager l'implantation industrielle plutôt que la simple importation.

L'industrialisation des modèles Opel en Algérie représenterait un pas important vers l'autosuffisance dans le secteur automobile du pays.

Plus tôt dans le mois, le wali d'Oran, Said Sayoud, a présidé une réunion de coordination cruciale avec des représentants du groupe Stellantis. L'objectif de ce meeting était de faire le point sur l'état d'avancement des travaux à l'usine FIAT de Tafraoui.

L'avancement de l'Usine Fiat va bon train : Said Sayoud confiant

Sayoud et le représentant en charge de Stellantis se sont tous deux dits satisfaits des avancées réalisées et ont exprimé leur confiance vis-à-vis du respect de la date de livraison fixée pour la fin décembre 2023. Dès son lancement, l'usine sera en mesure de produire 90 000 véhicules par an et 3 modèles. La capacité de l'unité augmentera par la suite pour inclure d'autres véhicules de la gamme Fiat.

R. E.

PLF 2024

Inscription de 460.000 unités de logement

PAR RAHIMA RAHMOUNI

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Laribi a fait état, avant-hier à Alger devant la Commission des finances et du budget à l'Assemblée populaire nationale (APN), de 460.000 unités de logement, toutes formules confondues, inscrites dans le cadre du projet de loi de finances (PLF 2024), dont 230.000 logements ruraux.

"*La séance s'est déroulée sous la présidence de Saad Beghidja, président de la Commission, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar. Le programme inscrit au titre du PLF 2024 comprend 210.000 unités de logement, toutes formules confondues, auxquelles s'ajoutent 250.000 autres unités (100.000 de type public-locatif et 150.000 unités de logement rural), décidées par le président de la République lors du Conseil des ministres du 25 octobre dernier, portant ainsi le total de logements inscrits au programme à 460.000 unités*", a précisé M. Laribi.

Selon les chiffres donnés par le ministre, le programme est réparti comme suit: 130.000 logements publics locatifs (social), 20.000 logements promotionnels publics (LPP), 230.000 unités de logement rural et 80.000 lotissements sociaux.

"*La réalisation de ces projets permettra de réduire le taux d'occupation par logement (TOL) à 4,18 fin 2024, contre 4,25 enregistré fin 2023*", a souligné M. Laribi, prévoyant que ce taux s'établira, fin 2025, à 4,12.

Pour ce faire, le PLF 2024 prévoit des autorisations d'engagement de l'ordre de 1104,32 mds DA soit une hausse de 100% par rapport à 2023, outre 564,313 mds DA alloués aux crédits de paiement.

Une enveloppe de 711,79 mds DA a été consacrée aux autorisations d'engagement et 313,52 mds DA pour les crédits de paiement, dans le cadre du nouveau programme pour la réalisation des 460.000 unités de logement.

Concernant le programme d'équipements publics, le PLF 2024 prévoit 261 mds DA pour les autorisations d'engagement et 26,8 mds DA de crédits de paiement destinés à la construction de 236 structures publiques (établissements scolaires, polycliniques et sièges de la Sûreté...).

Le PLF inclut, en outre, une grande opération d'équipement relative au suivi et à la réalisation du projet de la ville médiatique «Dzair Media City» et l'affectation de 64 milliards de DA pour les autorisations d'engagement et 40 milliards de DA pour les crédits de paiement destinés au parachèvement du projet du stade de Douera (Alger) et à la réalisation des stades de Bechar et Ouargla (avec une capacité de 25.000 sièges chacun).

Ce budget comprend également un projet d'urbanisme et d'aménagement de 84,476 milliards de DA d'autorisations d'engagement et 60 milliards de DA de crédits de paiement destinés à la réalisation des routes et aux différents travaux et projets d'amélioration urbaine ainsi que le programme de villes et de nouvelles villes avec une enveloppe de 16,8 milliards de DA d'autorisations d'engagement et 34 milliards de DA de crédits de paiement destinés à la prise en charge de cinq nouvelles opérations relatives aux travaux d'aménagement au niveau des nouvelles villes de Sidi Abdallah, Bouinan, Draa Erriche, Ain Nahas et Ali Mendjli.

S'agissant des nouvelles mesures législatives prévues pour ce secteur, le ministre a passé en revue une batterie de procédures proposées dans le projet de loi, à l'instar de l'octroi par l'Etat d'une réduction de 10% au profit des bénéficiaires des logements de type "Location-Vente" ayant versé 25% du coût du logement et souhaitant régulariser la situation de leur logement avant la date d'échéance.

Autre mesure prévue, la garantie par l'Etat de l'épargne-logement consacré exclusivement au financement des programmes de logement public au profit des épargnants et exonérer ses revenus de l'impôt sur le revenu global (IRG) pour une durée de trois ans à partir du premier janvier 2024.

Le ministre a également souligné que l'année 2024 sera marquée par le lancement de la réalisation du programme «AADL 3», annoncé par le président de la République à l'occasion de la visite qu'il a effectuée dans la wilaya de Djelfa.

R. R.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

L'Algérie est sur la bonne voie

Le vice-président du conseil du renouveau économique algérien (CREA), le Docteur Abdelouahed Kerrar, est intiment convaincu que l'Algérie est sur la bonne voie pour relancer son économie et devenir un grand acteur dans la région, notamment, dans l'industrie pharmaceutique.

PAR CHAHINE ASTOUATI

« *La feuille de route tracée par le gouvernement œuvre à relancer le secteur économique en protégeant l'économie nationale, créer de l'emploi et de la richesse et agir pour qu'il y ait de l'indépendance dans des secteurs stratégiques* », a indiqué M. Kerrar lors de son passage hier dans l'émission « L'invité de la Rédaction » de la Chaîne 3 de la Radio algérienne.

Pour M. Kerrar, l'Algérie est sur la bonne voie pour atteindre ses objectifs. Toutefois, deux problèmes s'opposent à elle, « *il a d'abord la résistance aux changements et la bureaucratie, dont se plaignent les petites et grandes entreprises et qui est entrain de tirer l'Algérie vers le bas* ».

« Tous les États se protègent aujourd'hui »

Interrogé sur le protectionnisme de l'État, qui peut être une arme à double tranchant sur son économie, l'interviewé a assuré que cette action est plus que nécessaire. « *Tous les États se protègent aujourd'hui. Un pays comme l'Algérie n'a pas d'autres choix que de privilégier la production locale et l'emploi local. Peut-être qu'il faut changer la manière dont c'est fait, mais on est sur la bonne voie dans la décision de protéger la production locale* », a-t-il estimé.

Afin d'étayer ses propos, l'inviter de la rédaction à citer comme exemple le décret, promulgué en 2008, concernant l'interdiction de l'importation des produits pharmaceutiques produits localement et dont les fruits ont été récoltés quelques années après.

« *Le secteur de la production pharmaceutique est très concurrentiel et les produits fabriqués en Algérie sont concurrentiels. L'Algérie est le premier pays dans la région MENA à pouvoir couvrir 70% de ses besoins par la production locale* », s'est félicité M. Kerrar, qui occupe également le poste de P.-dg du groupe Biopharm et préside également l'Union nationale des opérateurs en pharmacie (Unop).

Le vice-président du CREA a fait remarquer aussi que des pays qui ont une industrie des produits pharmaceutiques datant des années 50, à l'image de l'Egypte, ne couvre leurs marchés qu'à hauteur de 52 à 53% de la production locale.

« *Notre pays peut devenir un grand acteur dans l'industrie pharmaceutique, car nous avons pratiquement 200 unités de fabrication. Nous pouvons devenir, sous réserver de réunir toutes les conditions, un grand acteur régional dans l'exportation des produits pharmaceutiques et atteindre les 700 millions de dollars, comme c'est le cas pour la Jordanie* », assure le Dr. Kerrar.

Pour l'heure, le volume des exportations dans ce secteur n'est pas important, « *car nous nous sommes occupés de couvrir le très grand marché national avec plus de 6.2 milliards de dollar de production locale* », explique l'invité de la Chaîne 3.

« Nous avons besoin d'une action concrète sur le terrain »

Par ailleurs, M. Kerrar s'est réjoui par l'annonce faite par le président de la République concernant la limitation à un mois comme délai de l'apparition et la mise en œuvre des décrets d'applications. « *C'est une des faiblesses qui ont marqué le passé. Des textes d'applications ne paressent pas et des réformes ne sont pas engagées sur le terrain, et ce, en dépit du fait que l'essence et la volonté de la réforme sont là* », a-t-il dit.

« *Le citoyen et l'entreprise attendent des réformes sur le terrain. Ils souhaitent que ces textes-là vont, concrètement, changer la donne* », a conclu le vice-président du CREA.

C. A.

AADL DE LA WILAYA D'ALGER

Bonne nouvelle pour les souscripteurs

L'agence nationale de l'amélioration et de développement du logement (AADL) a fait état hier dans un communiqué rendu public, d'une nouvelle qui devrait ravir ses souscripteurs, notamment ceux de la wilaya d'Alger qui pourraient récupérer immédiatement, chacun, les clés de son appartement.

En effet, les souscripteurs de la wilaya d'Alger qui n'ont pas reçu leurs certificats d'affectation pourront recevoir « immédiatement » les clés de leurs appartements, explique-t-on dans le même communiqué.

« *Les souscripteurs de la wilaya d'Alger qui n'ont pas reçu leurs certificats d'affectations sont appelés à se diriger vers les sites des 1327 logements d'El Kherrouba et 3000 logements de Khemis El Khechna ou à se rapprocher de nos agences pour plus d'informations* » écrit à cet effet l'AADL.

Rappelons que l'année 2024 sera marquée par le lancement de la réalisation du programme «AADL 3», annoncé par le président de la République à l'occasion de la visite qu'il a effectuée dans la wilaya de Djelfa.

R. N.

LE PHÉNOMÈNE CLIMATIQUE DEVRAIT CAUSER DE NOUVELLES HAUSSES DE TEMPÉRATURE

L'Algérie menacée par la grande sécheresse

PAR IDIR AMMOUR

L'Algérie enregistre depuis plusieurs mois un important déficit en précipitations. En effet, cela fait longtemps que le pays n'a pas connu une situation de stress hydrique comme ces deux dernières années. Malheureusement, ce n'est que le début d'une situation qui s'annonce de plus en plus difficile à gérer en ces temps de disette, et les autorités quant à elles ne cessent de rassurer quant à la disponibilité du précieux liquide. Mais certains spécialistes se montrent plutôt sceptiques. Compte tenu de certains paramètres tels que : Le climat semi-aride dont la majeure partie du territoire est désertique. L'Algérie, rappellent-ils, ne compte ni grands fleuves ni montagnes enneigées en grand nombre et le comble, c'est que les barrages et retenues sont à un niveau alarmant. Les experts algériens, spécialistes dans les questions en rapport avec la gestion de l'eau et le stress hydrique, ont souligné que «*les études ont été faites. Depuis pratiquement 20 ans, on est en situation de sécheresse. À l'Ouest, les précipitations avaient diminué de 25 à 30%. En 2022 et en 2023, elles sont de l'ordre de 40%. Au Centre, un peu moins de 30%, et à l'Est, encore moins. Globalement en Algérie, durant ces 20 dernières années, les précipitations ont diminué de 30%*». Cette étude confirme davantage que la région de l'Afrique du Nord en général et l'Algérie en particulier, sont entrées bel et bien dans un cycle de sécheresse qui est appelé à se maintenir dans le temps. C'est le même son de cloche du côté de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), qui, selon son nouveau Bulletin Info, le phénomène El Niño* devrait durer au moins jusqu'en avril 2024, une situation qui influencera les conditions météorologiques et contribuera à une nouvelle hausse des températures tant sur les terres émergées que dans les océans. El Niño s'est développé rapidement en juillet-août et a atteint une intensité modérée en septembre 2023. Il devrait atteindre une forte intensité à son apogée, entre novembre 2023 et janvier 2024. Il est probable à 90 % que cet épisode se poursuive tout au long de l'hiver boréal/été austral. Compte tenu de l'évolution d'épisodes passés ainsi que des prévisions à long terme actuelles, El Niño devrait s'affaiblir progressivement au printemps boréal 2024 selon le Bulletin Info-Niño/Niña de l'OMM, qui se fonde sur des prévisions et évaluations d'experts du monde entier. L'année prochaine pourrait être encore plus chaude. «*Cette situation est incontestablement due au rôle que jouent les activités humaines dans l'augmentation des concentrations de gaz à effet de serre, lesquels retiennent la chaleur*», a déclaré le Secrétaire général de l'OMM, M. Petteri Taalas. «*Les phénomènes extrêmes tels que les vagues de chaleur, les sécheresses, les feux de forêt, les fortes pluies et les inondations s'accentuent dans certaines régions et ont de lourdes conséquences. Voilà pourquoi l'OMM a à cœur de mettre en œuvre l'Initiative en faveur d'alertes précoces pour tous, afin de sauver des vies et de réduire au minimum les pertes économiques*», a expliqué M. Taalas. Les conséquences de cette aridité sont énormes, c'est en somme, une situation qui exige une prise de mesures urgentes pour parer à cette «crise» qui, apparemment, s'inscrit dans la durée, au vu de la nature climatique qui caractérise l'Algérie. Les pouvoirs publics sont déjà sur le qui-vive pour faire face à cette menace climatique en mettant en place un programme d'urgence pour répondre à cette crise qui concerne l'agriculture du pays, la sécurité alimentaire et l'alimentation en eau des populations.

I.A.

MIDI
ÉCONOMIE

La face cachée de la hausse de l'endettement occidental et des crises pétrolières et alimentaires : pronostic 2023-2025 (2e partie)

D'emblée, doit-on dire que la crise pétrolière est une affaire économique et financière. Il y a cette pensée stratégique quelque part dans le monde : « On veut un pétrole bon marché » comme « on a voulu un pétrole cher les années passées », avant la mi-juillet 2014. Et aujourd'hui, avec la guerre en Ukraine, depuis l'invasion par la Russie, le 24 février 2022, on veut plafonner le prix du pétrole russe entre 40 et 60 dollars le baril.

ÉCONOMIE

La face cachée de la hausse de l'endettement occidental et des crises pétrolières et alimentaires : pronostic 2023-2025 (2e partie)

D'emblée, doit-on dire que la crise pétrolière est une affaire économique et financière. Il y a cette pensée stratégique quelque part dans le monde : « On veut un pétrole bon marché » comme « on a voulu un pétrole cher les années passées », avant la mi-juillet 2014. Et aujourd'hui, avec la guerre en Ukraine, depuis l'invasion par la Russie, le 24 février 2022, on veut plafonner le prix du pétrole russe entre 40 et 60 dollars le baril.

PAR MEDJDOUB HAMED*

Précisément, après la crise financière, les États-Unis entrent dans les fameux programmes de « quantitative easing ». Cette politique monétaire américaine non conventionnelle fait gagner la Chine près de 500 M$ d'excédents commerciaux en 2009, alors que l'Occident est en récession.

Certes, le taux de croissance de la Chine qui était de 14,2% en 2007 s'est abaissé en 2008 et 2009, mais il est resté toujours élevé, respectivement 9,6% et 9,2% du PIB. En 2010, de nouveau, la Chine engrange près de 500 M$; ses réserves passent à 2.914,154 M$. Ce n'est qu'en 2012, que le taux de croissance a chuté, il est à 7,8% du PIB (pratiquement de moitié du record qu'elle a battu en 2007). (2) Ses réserves de change continuent d'augmenter, et en 2014, elles s'établissent à 3.952,130 M$.

La Russie, pays exportateur de pétrole et de gaz, a aussi vu ses réserves passer de quelques dizaines de milliards de dollars en 2000 à 124,541 M$, en 2004. A la fin de la première période, les réserves de change de la Russie ont presque quadruplé, elles s'établissent à 427,080 M$. Lors de la deuxième phase, elles culminent, en 2012, à 537,618 M$. L'Arabie saoudite, premier producteur et premier exportateur des pays de l'Opep, a vu ses réserves de change s'accroître. Elles s'établissent à 743 M$ en 2014. Les autres pétromonarchies arabes ont toutes vu leurs réserves de change augmenter.

L'Algérie, disposant de réserves de change minimes, et de surcroît endettée, redoutait même en 1998-1999 un nouveau Programme d'ajustement structurel (PAS). Elle a déjà subi un PAS en 1994 et qui a mis 400.000 travailleurs au chômage. Un nouveau PAS serait une véritable tragédie pour l'économie algérienne. Le baril de pétrole en 1998, il faut le rappeler, est tombé très bas, à 10 dollars. Un minikrach pétrolier à l'époque, suite aux crises en cascades entre 1997 et 1998 (crise asiatique en 1997, crise brésilienne et russe en 1998).

La première phase a été miraculeuse pour son économie. Ses réserves de change ont atteint 77,781 M$ en 2006. L'année suivante, elles passaient à 110,180 M$. Quant à la dette extérieure, elle a été en grande partie remboursée. De 58,3% en 1999, elle passait à 34,2% en 2003. Elle ne représentait plus que 3,6% du PIB en 2007. (3) Un record grâce à la hausse des cours pétroliers.

Les réserves de change augmentaient encore en 2008, et à la fin de l'année, atteignaient 143,102 M$. Fin décembre 2009, elles augmentaient et passaient à 148,95 M$. A la fin de la deuxième phase, c'est-à-dire fin juin 2014, l'encours des réserves de change de l'Algérie s'élevait à 193,269 milliards de dollars, et la dette extérieure était très basse à 3,719 milliards de dollars.

Les réserves de change des pays émergents et des pays exportateurs de pétrole ont fortement augmenté durant les deux phases historiques en ce début de XXIe siècle, et similairement, les dettes publiques et les déficits courants et publics aux États-Unis et en Europe ont fortement augmenté. Ce qui nous fait dire, par conséquent, que le reste du monde par les réserves de change qu'il détient, détient une partie importante de la dette publique et privée occidentale. Toutes ces réserves de change sont donc de la dette extérieure américaine et européenne émises par leurs Banques centrales occidentales.

Dès lors que les pays du reste du monde placent leurs réserves de change aux États-Unis et pour des raisons de diversification en Europe, il rend les États-Unis et l'Europe débiteurs. Et le reste du monde devient de facto son créditeur, son bailleur de fonds ; mais il faut relativiser la situation du bailleur du fonds qui est l'étranger. En effet, si le reste du monde peut aussi prélever des richesses de l'Occident en contrepartie de ses réserves de change, ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que ce reste du monde dépend des liquidités monétaires injectées par l'Occident. En fait, *« qui mène le jeu mondial, l'Occident ou le reste du monde ? »*. Il va de soi que c'est l'Occident, nonobstant l'endettement en hausse de l'Occident.

Mais cette dette que détient le reste du monde sur les États-Unis et l'Europe est considérable, la question qui se pose : *« Ces deux grands pôles économiques du monde pourront-ils payer, pourront-ils rembourser leurs dettes au reste du monde ? »* C'est là la problématique. Il ne s'agit pas de dettes publiques ou privées intérieures, mais de la dette extérieure ou position extérieure nette. On sait très bien qu'un Etat endetté sur le plan intérieur ne fait jamais faillite. Il a les pouvoirs financiers et monétaires, et malgré son endettement, il peut toujours faire reculer la dette en émettant d'autres emprunts – l'emprunt rembourse l'emprunt et l'inflation. Le Japon a une dette publique qui dépasse les 200%, dont 90% de la dette est détenue par les citoyens du Japon. La dette extérieure est très faible, et il est le deuxième détenteur de réserves de changes du monde après la Chine.

Mais, concernant la dette extérieure, tout Etat devient un obligé, il doit rembourser la dette car il y va de sa crédibilité, il doit donc rembourser ce qu'il doit. Un Etat en développement ou un Etat émergent ne poserait pas de problèmes pour le remboursement de la dette extérieure. S'il ne remboursait pas, il serait rapidement confronté à une situation extrêmement grave, qui deviendrait intenable. Son « isolement » – le pays refuse de payer – par les marchés financiers internationaux le mettrait dans l'alternative soit de payer, soit (s'il n'a pas les moyens) de « rééchelonner sa dette » et l'octroi d'un prêt financier en échange de conditionnalités (ouverture de son économie, privatisation, etc., qui constituent de véritables oukases, l'économie est dirigée de l'extérieur comme la Grèce aujourd'hui), soit, s'il refuse de payer, le pays est poussé dans le chaos (sans argent, le pays s'installerait dans une guerre civile).

La Malaisie, lors de la crise asiatique en 1997, a pu se passer du FMI. Elle a procédé elle-même à des réformes sans l'appui du FMI, sans aide financière, mais sa dette vis-à-vis de l'extérieur a été honorée. Il ne pouvait être autrement, sinon les marchés financiers se fermeraient.

Débat entre Jacques Attali et Jean-Luc Mélenchon sur la dette de la France et, par extension, la dette américaine

Pour un pays détenteur de monnaie internationale comme le sont les États-Unis, l'Europe, le Royaume-Uni et le Japon, la Chine, leurs dettes extérieures libellées en leurs monnaies ne les exemptent pas de rembourser, sinon le système monétaire international bâti sur leurs monnaies perdrait de sens.

Dans une émission-débat (4) *« Des paroles et des actes entre Jean-Luc Mélenchon et Jacques Attali »*, les deux participants débattaient de la dette de la France :

Attali : Si nous menaçons de cesser de payer notre dette, d'abord il faut se souvenir qu'à peu près la moitié de la dette de l'Etat français est détenue par des Français, donc, on devra menacer aussi les épargnants français. (...) La moitié de la dette appartient à des Français, l'autre moitié appartient à des Européens et à des non Européens. Voilà (...) si nous décidions de cela. Pour qu'une menace de ne pas payer, il faut qu'elle soit crédible. (...) Si la France menace de ne pas payer, il faut que la France soit crédible. (...) Parce que ce n'est pas crédible, M. Mélenchon. Une menace qui ne peut pas être exécutée n'est pas crédible. Pourquoi elle ne peut pas être exécutée ? Parce qu'elle est la première victime ? Parce que si on le fait, la première victime immédiatement c'est la France. Bien avant les autres. Bien avant les autres. (2 fois répétées)

Mélenchon : Pourquoi ?

Attali : Parce que les taux d'intérêt augmenteront et on sera mort ».

Mélenchon : « Cette dette (de la France) ne sera jamais remboursée, M. Attali. Osez dire le contraire devant les spectateurs. (...) A aucun moment, jamais dans l'histoire, des dettes de cette ampleur n'ont été payées. De la même manière que jamais les États-Unis d'Amérique ne solderont la masse de dollars qu'ils ont mis en circulation et qui ne correspondent à aucune valeur matérielle. Par conséquent, le monde entier est menacé par ce fait-là.

Attali : Absolument.

Mélenchon : A l'intérieur duquel se penche la politique des Français et la politique de l'Europe. Cette dette ne sera jamais payée ! Plus on essaie de payer cette dette et moins on y arrivera. (...)

Attali : Ce qui veut dire que vous allez ruiner ceux qui ont prêté à l'Etat, y compris la moitié des Français .

Mélenchon : De quelle manière peut-on solder une dette de cette importance ?

Attali : Par la croissance, par la guerre, par l'inflation. Voilà les trois façons. Mélenchon : Et vous oubliez un cas, c'est curieux vous ne l'avez pas prévu. Rembourser en faisant une politique d'austérité. C'est ce qu'il faut. (...)

Mélenchon : Si la crise dure, c'est parce que nous refusons d'admettre cette évidence. Et vous Jacques Attali, vous le savez comme moi. Il y a, donc, quatre manières d'en sortir. Une qui est la mauvaise, c'est celle qu'on applique (l'austérité). Qu'est-ce qui reste ? La guerre, ni vous ni moi ne la souhaitons. Qu'est-ce qui nous reste ?

Attali : L'inflation.

Mélenchon : C'est l'inflation qui m'intéresse.

Attali : Alors, voyons, l'inflation, très bien, c'est une solution.

Mélenchon : Vous préférez l'inflation ou la mort ? Je préfère l'inflation.

Attali : Parfait.

Mélenchon : Chiffrez cette inflation. Menez le total des dettes européennes, monétisez par la Banque centrale européenne, combien d'inflation ? Quatre à cinq points. Et bien vive les quatre à cinq points et rendez-nous notre boulot, permettez-nous de vivre. Arrêtons-nous de faire payer une dette que personne ne remboursera jamais.

David Pujadas : Possible ou impossible, Jacques Attali.

Attali : J'ai beaucoup écrit sur cette question... **Mélenchon :** J'ai raison ou j'ai tort ?

Attali : Vous avez raison à l'échelle européenne pas à l'échelle nationale... Si vous faîtes ça en France (monétisation de la dette), vous condamnez la France à sortir de l'euro, ça ne marchera pas... Moi aussi, je suis favorable à un peu plus d'inflation mais faut avoir conscience de ce que ça signifie... L'inflation, c'est un impôt sur les pauvres, sur les retraites des pauvres. Je dis que ça serait pire. C'est pour ça que l'inflation est bonne pour les jeunes et mauvaise pour les personnes de 40 ans parce qu'eux ont une épargne. Dès que vous avez une épargne, l'inflation est mauvaise. C'est pour ça qu'aujourd'hui dans la société occidentale en général, qui est une société qui a vieilli, le pouvoir a été pris par les seniors de plus de 40 ans. Et c'est pour ça que l'inflation est impossible aujourd'hui.

Mélenchon : Allemand.

Attali : Pas seulement Allemand, mondialement, et au Japon en particulier.

Pujadas : Jacques Attali, impossible mais souhaitable d'après vous cette politique de l'inflation ?

Attali : A l'échelle européenne, c'est une politique tout à fait possible. L'inflation est jouable qu'à l'échelle européenne».

Mélenchon : « Nous sommes d'accord. Alors comment on peut s'y prendre ? » (...)

Pujadas (au terme du débat) : Jacques Attali, est-ce qu'on peut connaître votre méthode à vous si vous en avez une pour tenter d'y arriver, puisque vous avez des objectifs communs ?

Attali : « Je pense qu'il faut discuter très sévèrement avec les Allemands et proposer aux Allemands un plan très cohérent, à savoir se doter au niveau de l'Eurozone d'un pouvoir fédéral ayant les moyens d'emprunter et on peut emprunter 1.500 milliards pour investir demain matin.

Ça on peut le proposer. Je pense que ça n'a pas de sens si on ne fait pas en même temps une avancée politique et pour ça, je propose de séparer le Parlement en deux, un Parlement à 27, il est à Bruxelles, il doit y avoir un Parlement à 17.

Mélenchon : Ça ne m'a pas l'air plus rapide que ma méthode votre affaire.

On peut emprunter 14.000 milliards d'euros parce que c'est le PIB annuel de l'Europe».

Attali : Mais ça c'est ce qu'on emprunte déjà par les nations, on ne peut pas le compter deux fois.

Mélenchon : Les États-Unis d'Amérique, combien de fois ont-ils gagé leurs PIB, M. Attali ? **Attali :** Exactement une fois puisque la dette publique américaine est 100%, (Attali corrige) 110%, donc une seule fois.

■■■

■■■

Mélenchon : C'est bien ce que je vous dis.
Attali : Oui, mais nous, on l'a déjà fait au niveau des États.
Mélenchon : Mais non, vous n'y êtes pas. L'organisme qui s'appelle l'Union européenne doit zéro euro. Donc, vous transportez l'emprunt par l'Union européenne. Pour l'argent, il me suffit d'aller prendre n'importe laquelle des banques françaises et lui faire un emprunt forcé parce qu'elle emprunte un emprunt à zéro pour cent à la Banque centrale européenne. (...) Parce que sinon on pourrait emprunter autant que l'on voulait, et à 1%, et il ne l'a pas fait.
Pujadas : Un dernier mot, Jacques Attali.
Attali : Je voudrais seulement préciser que pour moi tout ce qui a été dit est inapplicable si ce n'est pas au moins à l'échelle européenne. Mais j'espère qu'on le fera à l'échelle européenne, mais à l'échelle nationale, ça nous conduira à la Corée du Nord.

Attali et Jean-Luc Mélenchon prémonitoires sur l'endettement de l'Occident et l'inflation

Que peut-on dire de ce débat entre Jacques Attali et Jean-Luc Mélenchon ? Si on les écoute, puisque ce n'est pas possible à l'échelle nationale, mais possible à l'échelle européenne, et les deux participants sont d'accord, Jean-Luc Mélenchon propose de transporter l'emprunt à l'Union européenne, quelles conséquences vont-elles surgir ?
En supposant même comme le dit Attali, que *« l'Eurozone se dote d'un pouvoir fédéral ayant les moyens d'emprunter et on peut emprunter 1.500 milliards pour investir demain matin »*, ou comme le dit aussi Mélenchon, *« l'Union européenne prise dans son ensemble est une entité supranationale qui n'est pas endettée »*, ce qui est pratiquement le même raisonnement sauf qu'il est énoncé autrement, les conséquences seraient terribles pour l'Europe, pour les États-Unis et pour l'Occident tout entier.
Que se passerait-il sur le plan mondial, si ce raisonnement était appliqué par la Banque centrale européenne (BCE) ? Et, donc, des liquidités en euros massivement injectées dans l'économie de la zone euro. Une monétisation en quelque sorte progressive des dettes publiques des pays membres de la zone euro en fonction des besoins de leurs économies. Il est évident que si l'Europe émettait 1.500 milliards d'euros du jour au lendemain ou même échelonnés dans le temps, le premier couac : *« La monnaie européenne va fortement se déprécier sur les marchés financiers »*. Que vont faire les États-Unis, le Royaume-Uni et le Japon lorsqu'ils verront leurs monnaies (dollar, livre sterling, yen) s'apprécier, entraînant de facto une perte de compétitivité dans les échanges commerciaux internationaux ? La riposte est forcée. Ils injecteront massivement des liquidités pour dégonfler cette appréciation monétaire qui les désavantage dans le commerce mondial. La Chine dont le yuan est aussi une monnaie internationale (monnaie qui compte dans le DTS du FMI depuis septembre 2016), agirait de même ; elle injecterait plus de yuans dans le système monétaire chinois, et la masse des yuans en plus injectés viendront sur les marchés monétaires mondiaux dégonfler le yuan ou renminbi et, donc, par, la dépréciation, donner plus de vigueur aux exportations de la Chine.
Au bout du compte, cette masse de liquidités injectées par les grandes Banques centrales occidentales amènerait, et c'est ce qu'il faut souligner, *« les excédents des pays émergents et des pays exportateurs de pétrole à exploser »*. Nous aurons alors la Chine qui va voir ses excédents commerciaux annuels bondir. Emettre, donc, demain 1.500 milliards d'euros qui seraient fatalement suivis par de fortes émissions monétaires américaine, zone euro, britannique et japonaise, ne fera qu'augmenter les réserves de changes des pays émergents et exportateurs de pétrole. Et c'est ce qui s'est passé entre 2003 et 2014.
Proposer un Parlement de la zone euro ou créer un pouvoir fédéral en zone euro ne changerait rien à la donne sur le plan monétaire. Tout ce qu'il pourrait apporter une meilleure maîtrise budgétaire entre les pays membres de la zone euro, ce qui influerait positivement sur les déficits publics, et partiellement en politique monétaire. Et encore, faudrait-il que ces pays membres aient à peu près la même compétitivité que l'Allemagne. Ou du moins se rapprocheraient. Le solde des dépenses et recettes publiques n'étant pas les mêmes.
Donc, dans le fond, créer de l'argent à partir de rien, *« sans valeur matérielle »*, aiderait certes l'Europe mais n'apporterait pas de compétitivité face aux pays émergents qui ont un formidable réservoir de main-d'œuvre à faible coût. Et surtout *« il augmenterait les déséquilibres extérieurs qui seraient redoutables pour la zone euro par la suite »*. Pour preuve, les États-Unis qui ont un pouvoir fédéral, et de plus bénéficient du dollar qui est la monnaie de facturation du pétrole des pays d'Opep et pour la plupart des matières premières, que n'ont ni la zone euro, ni le Royaume-Uni ni le Japon, *« ont des difficultés aujourd'hui avec leur principal créancier, la Chine »*.
Dotés d'un « droit seigneurial » écrasant et unique au monde, les États-Unis n'arrivent pas, malgré la reprise économique et la baisse du taux de chômage (divisé par trois entre 2010 et aujourd'hui, passant de 10% à 3,5%), à se libérer de l'emprise de la Chine. Malgré le pouvoir du droit exorbitant du dollar qu'ont les États-Unis, la Chine a accumulé près de 4.000 milliards de dollars en 2014, certes, ils ont diminué, en 2021, ils se situaient à 3.250 milliards de dollars, en octobre 2022, ils ont diminué, se fixant à 3.030 milliards de dollars.
Si l'Europe était dotée d'un pouvoir fédéral et créait 2.000 milliards d'euros et qu'il faudrait multiplier au moins par quatre puisque les États-Unis, le Royaume-Uni et le Japon feront de même. En effet, c'est ce qui s'est passé dès mars 2020, avec la pandémie Covid-19, les États-Unis, à eux seuls, ont injecté, entre 2020 et 2021, environ 5.500 milliards de dollars. Attali et Jean-Luc Mélenchon ont été dans un certain sens prémonitoires. La pandémie a réalisé leurs dires.
Le problème majeur, ce sont les conséquences qui résultent des injections massives de liquidités en corollaire avec la hausse de l'endettement occidental. Le centre du problème avec tous les effets négatifs qui suivent est l'inflation, elle a pratiquement bondi partout dans le monde avec la hausse du prix de l'énergie et des matières premières, en particulier alimentaires. Et la situation en Occident a été catastrophique.
Le taux d'inflation aux États-Unis était de 1,371% en septembre 2020, il est passé à 5,390% en septembre 2021 et à 8,202% en septembre 2022. En Allemagne, le taux d'inflation était négatif en 2020, à -0,189%, il est passé à 4,064% en 2021 et à 9,991% en septembre 2022, presque à 10%. Et cette situation de forte inflation s'est généralisée à tout l'Occident, une situation qui rappelle les années 1970 avec les deux chocs pétroliers (1973 et 1979). (5)
C'est dire l'importance des politiques monétaires des Banques centrales occidentales qui aujourd'hui utilisent massivement les politiques monétaires non conventionnelles ou quantitative easing en anglais. Les politiques monétaires classiques sont abandonnées du fait qu'elles ne créent plus d'effet compte tenu de l'entrée massive des pays émergents notamment la Chine dans le commerce mondial.

5. Pronostic pour l'économie mondiale 2023-2025

On comprend pourquoi le prix de pétrole a été porté au sommet en 2022, et il reste toujours élevé ; il en est allé de même pour les prix des matières premières qui ont causé une formidable crise alimentaire dans le monde. La crise alimentaire, on l'attribue à l'embargo des céréales en Ukraine, en réalité, ce sont les injections massives des liquidités américaines par la Banque centrale américaine qui ont besoin de contreparties productives que, en grande partie, sont détenues par les pays du reste du monde. Et ces contreparties productives sont l'énergie (pétrole, gaz et produits pétroliers) et les produits de base (agricole, minerais, etc.).
Aujourd'hui, les Banques centrales occidentales ont toutes relevé fortement leur taux d'intérêt directeur, mis à part la Banque centrale du Japon qui l'a maintenu à -01%. Et la forte hausse du taux d'intérêt directeur aux États-Unis suivie par les pays d'Europe mènera très probablement en 2023 à une récession mondiale, comme ce qui s'est passé lors de crise financière de 2008, les taux d'intérêt de la Banque centrale américaine et européenne étaient respectivement, au plus haut de la crise, 5,25% en 2007 et 4,25% en 2008. Et même situation avec la crise boursière en 2000 à Wall Street, toujours liée à la politique restrictive de la Fed – la forte hausse du taux d'intérêt directeur était de 6,5% en 2000.
Qu'en sera-t-il en 2023 ? Avec le plafonnement du prix du pétrole que les Banquiers centraux occidentaux ainsi que les commissaires européens ont programmé entre 40 et 60 dollars aura des répercussions graves sur les pays Opep et aussi sur la Russie. Cependant, si les produits de l'énergie et des produits de base vont fortement baisser, avec une demande mondiale morose et la récession mondiale, le monde va entrer en dépression.
Quelle sera alors la riposte des Banquiers centraux si la récession va fortement augmenter le chômage en Europe et aux Etats-Unis ? De nouveau, l'histoire se répète. Après la récession en 2023-2024, des injections massives de liquidités pour sortir de la récession et donc relancer l'économie occidentale. Et toujours dans un contexte de quantitatives easing menés par les Banques centrales occidentales avec en parallèle une baisse drastique des taux d'intérêt directeurs. Corollaire : de nouveau hausse de l'endettement des États-Unis (autour de 130% du PIB aujourd'hui) ; de même, une hausse de l'endettement pour l'Angleterre, la zone euro, le Canada, la Suède..., hausse des contreparties physiques, c'est-à-dire une forte hausse des prix de pétrole, des matières premières et alimentaires pour absorber les injections massives monétaires, sinon l'inflation en Occident monterait en flèche.
En 2022, la hausse des prix de l'énergie et des autres produits de base n'a absorbé qu'en partie les injections monétaires occidentales durant la « pandémie » tant celles-ci étaient massives pour répondre, sur le plan économique et financier, à la crise sanitaire mondiale. Ce qui explique pourquoi la forte hausse de l'inflation. En revanche, les prochaines injections monétaires par les Banques américaine, européennes... qui seront massives, probablement en 2024-2025, seront beaucoup moindres par rapport à ce qui s'est passé durant la pandémie en 2020-2021. L'inflation aura faibli en 2023, et probablement augmentera légèrement après les mesures financières et monétaires pour la relance des économies occidentales. A moins que de nouveau une autre pandémie surviendrait et de même gravité que la précédente et changerait les donnes.
Aussi se pose la question : *« Pourquoi l'Occident n'essaie pas de sortir de ces cycles économiques, d'une manière plus assurée, plus stable ? »*
Réponse : *« Il faudrait qu'il y ait moins de guerres, plus de dialogue. Et probablement, il n'y aura pas de dialogue connaissant l'Occident complexe et dominant, tout au plus un dialogue forcé. »*

Auteur et chercheur spécialisé en économie mondiale, relations internationales et prospective.

GHARDAÏA, INVESTISSEMENT DANS LES CULTURES STRATÉGIQUES

Plus de 16.000 hectares mobilisés

Plus de 16.000 hectares destinés aux investisseurs intéressés par la mise en valeur d'une culture agricole stratégique ont été mobilisés dans la wilaya de Ghardaïa pour le compte de l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes (Odas), a-t-on appris auprès de la Direction des services agricoles (DSA).

Cette superficie, localisée dans la commune de Mansoura, au lieu-dit Chebarga, à une centaine de km au sud de Ghardaïa, zone à promouvoir pour les grandes cultures stratégiques dans la wilaya, est dédiée exclusivement aux investisseurs agricoles dans le cadre de la mise en valeur, a expliqué le directeur du secteur, Sid Ahmed Melahi.
Délimité par une équipe technique de l'agriculture avec la participation des services du cadastre et des élus locaux, ce foncier est mobilisé pour la promotion de l'investissement dans le secteur agricole, notamment l'agriculture intensive, moderne et stratégique, a-t-il fait savoir.
L'opération vise aussi à promouvoir les exploitations agricoles viables, de taille suffisante, afin de favoriser l'intensification des processus de production et de garantir la rentabilité des investissements consentis, a déclaré M. Melahi.
A cela s'ajoute la garantie aux exploitants des conditions de stabilité, de durabilité et de sécurité dans le but de promouvoir l'investissement et de contribuer à la sécurité alimentaire du pays, surtout en matière de culture stratégique intensive (céréaliculture, aliment de bétail, maïsiculture).
A cet effet, les pouvoirs publics ont mis en place, début 2021, l'Odas pour permettre aux investisseurs potentiels dans le domaine du développement des cultures stratégiques de surmonter les entraves portant sur l'accès au foncier agricole en utilisant des moyens de production modernes sur des grandes surfaces, signale-t-on.

Vers la création de pôles destinés à l'agriculture intensive

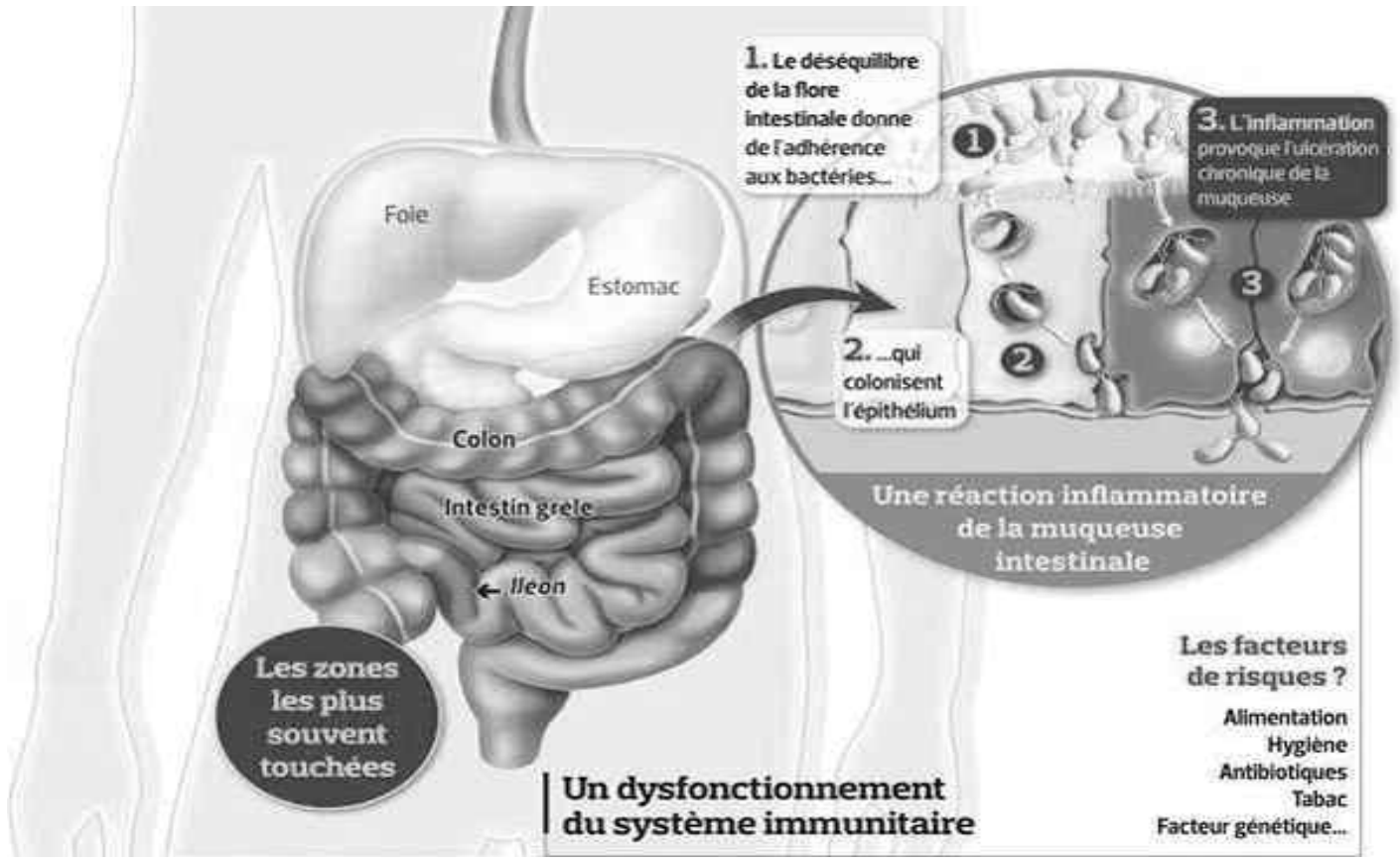
La place de choix accordée aux cultures stratégiques est motivée par la volonté de créer des pôles agricoles destinés à l'agriculture intensive dans le Sud, riche en ressources hydriques, mobilisées par la création de forages et leur raccordement à l'énergie électrique, afin d'assurer la sécurité alimentaire et réduire la facture de l'importation, lesquels devraient être renforcés par des activités agroalimentaires de transformation et de conservation afin de créer des emplois pour la population juvénile de ces régions sahariennes, a fait savoir l'ingénieur en chef chargé des statistiques à la DSA, Khaled Djebrit. "*L'encouragement au développement des cultures stratégiques, notamment la filière céréaliculture, vise à optimiser, augmenter et à sécuriser le niveau de la production céréalière ainsi qu'assurer l'autosuffisance alimentaire et réduire la facture de l'importation*", a souligné M. Djebrit.
Pour cela, les pouvoirs publics ont lancé une plateforme numérique permettant aux investisseurs désirant bénéficier d'un foncier agricole dans le cadre de la mise en valeur via l'Odas, de déposer leurs demandes à distance, a-t-il poursuivi.
Par ailleurs, près de 2.950 ha représentant une vingtaine de périmètres agricoles répartis sur les différentes localités de la wilaya de Ghardaïa ont été mobilisés par l'Office national des terres agricoles (Onta) pour recevoir des investisseurs dans le cadre de la concession, et une plateforme numérique vient d'être lancée permettant aux investisseurs désirant en bénéficier de déposer leur demande directement via la plateforme, signale-t-on.
La wilaya de Ghardaïa compte une superficie agricole arable totale de 724.612 ha, dont près de 24.000 ha de terre agricole utile irriguée à 100% et 700.541 ha de parcours, selon les données de la DSA.
La wilaya dispose d'un important potentiel de production agricole pour l'exploitation intégrée et le développement de filières agro-industrielles, à l'image du bassin laitier de Guerrara, affirment des responsables du secteur.
Cependant, "*les investisseurs cherchent l'accession à la propriété foncière agricole pour les terres mises en valeur par leurs bénéficiaires dans les régions sahariennes, notamment les terres non affectées relevant du domaine privé de l'Etat*", a souligné Hadj Salah, agriculteur intéressé par l'investissement dans les cultures stratégiques.
Pour sa part, Hadj Abdelbasset, agriculteur à Metlili, a mis en avant les atouts considérables, dont dispose la wilaya qui font d'elle un acteur majeur dans la production agricole pour la sécurité alimentaire, notamment en matière de céréaliculture et d'élevage.
"*L'investissement agricole, en tant que levier puissant pour atténuer les effets de la crise alimentaire, stimuler la production des produits agricoles stratégiques et surmonter les défis existants dans la sécurité alimentaire, nécessite une sécurisation en manière de titre de propriété de la terre cultivée*", a-t-il dit.
Quant aux défis dans l'investissement agricole dans les zones sahariennes pour les cultures stratégiques, de nombreux universitaires et spécialistes s'accordent à les lier à la formation spécialisée des investisseurs, l'assistance pour les porteurs de projets ainsi qu'à la mobilisation des fonds nécessaires pour les projets d'irrigation qui visent à accompagner l'agriculture vers plus de résilience et de durabilité.

KHENCHELA

Les actions réformistes et l'esprit patriotique du cheikh Abou El Yakdane mises en lumière

Les participants à la conférence, organisée samedi à Khenchela à l'occasion du 50e anniversaire de la mort du journaliste réformateur cheikh Brahim Abou El Yakdane (1888-1973), ont mis l'accent sur les actions réformistes et l'esprit patriotique de cette figure du réformisme.
Dans son intervention durant la rencontre tenue au centre culturel islamique du chef-lieu de wilaya, Dr. Malika Guelil de l'université Abbas-Laghrour de Khenchela a relevé que le cheikh est un pionnier de la presse et du réformisme en Algérie durant les années 1930, comme le révèlent ses articles publiés dans les journaux d'alors *Oued Mizab, Mizab, El Maghrib, El Boustane, Ennebras, El Forkane, Ennour, El Oumma* et *El Mountakid* du cheikh, Abdelhamid Ben Badis. L'intervenante a également analysé l'impact de ses articles dans lesquels il dénonce le triptyque ennemi de l'homme constitué de l'ignorance, la pauvreté et l'archaïsme. De son côté, Rafik Khelili, enseignant d'histoire à la même université, a invité la fondation cheikh Abou El Yakdane à œuvrer à publier les 60 manuscrits laissés par le défunt cheikh pour les mettre à la disposition des universitaires.
Il a également évoqué les traits du renouveau portés par la pensée du cheikh et le bond fait par la presse algérienne grâce à l'imprimerie arabe qu'il fut le premier à acquérir en Algérie en 1931 et son rôle dans la prise de conscience de la société algérienne sous l'occupation.
Cheikh Nacer Bouhedjam, responsable de la fondation Abou el Yakdane, a souligné dans son allocution d'ouverture les diverses qualités du cheikh qui constitue un symbole du réformisme algérien, dont le rayonnement a irradié sur plusieurs autres pays. Un documentaire réalisé par la fondation en coordination avec l'entreprise de communication Wamdha a évoqué le parcours du cheikh journaliste au travers des témoignages de 18 personnalités d'Algérie, de Tunisie et du Sultanat d'Oman.
Le directeur de la culture et des arts de Khenchela, Mohamed Alouani, a fait don à l'occasion d'un lot de livres à la fondation Abou El Yakdane. La fondation Abou Yakdane a lancé au début de ce mois de novembre, à l'occasion du 50e anniversaire de la mort du cheikh Abou El Yakdane, plusieurs manifestations, expositions et concours qui ont débuté au palais Moufdi-Zakaria d'Alger avant d'être déplacés vers Oran puis Constantine pour se poursuivre à Khenchela puis à partir de dimanche à Batna avant d'être clôturés à la ville natale du cheikh, El Guerrara (Ghardaïa).

Traitement de maladie de Crohn



Il n'existe pas de traitement curatif de la maladie de Crohn. Néanmoins, une prise en charge pluridisciplinaire permet de vivre normalement. Le traitement vise essentiellement à réduire les symptômes, calmer les poussées, prévenir les rechutes et améliorer la qualité de vie du patient. Pour cela, des mesures diététiques, médicamenteuses voire chirurgicales sont possibles.

mesures d'hygiène

Le traitement repose sur plusieurs approches, avec en premier lieu des mesures d'hygiène, et notamment l'arrêt du tabac, primordial. "*Chez les fumeurs atteints de la maladie de Crohn, l'arrêt du tabac est extrêmement bénéfique : les poussées de la maladie s'espacent et deviennent moins sévères avec moins de complications. Il n'est pas rare qu'elles disparaissent. Arrêter le tabac aide à maintenir l'état de rémission. On peut souvent alléger les traitements et on a souvent moins besoin de recourir à la chirurgie*", explique le Dr Guillaume Bonnaud, gastroentérologue à Cornebarrieu (Haute-Garonne). Un avis que partage Cécile, 35 ans, à qui l'on a diagnostiqué une maladie de Crohn à l'âge de 23 ans. "*J'étais très fatiguée, j'avais perdu 9 kilos, je souffrais de diarrhées, de maux au ventre... Malgré le traitement, je faisais en moyenne trois crises par an. Je me doutais bien que le tabac n'était pas vraiment la meilleure idée pour mon Crohn, mais je fumais depuis l'adolescence et j'étais accro. A ma première grossesse, j'ai pourtant arrêté le tabac, pour mon bébé. Cela fait maintenant 8 ans : je continue à être suivie pour vérifier que la maladie n'évolue pas de manière silencieuse, mais je ne suis plus sous traitement. Le Crohn me laisse tranquille… je croise les doigts !*".

Par ailleurs, éviter le stress est souhaitable. Car s'il n'est pas responsable de la maladie, il peut favoriser une poussée. Les associations de patients représentent à ce titre un soutien non négligeable.

Régime et plan diététique

Sur le plan alimentaire, les patients ne sont pas astreints à un régime particulier en période de rémission, les recommandations étant d'avoir une alimentation équilibrée. Pendant les poussées en revanche, les médecins conseillent un régime sans fibre (éviter les fruits et légumes, la farine…), sans lait (mais avec yaourts et fromages) et sans polyols (tels que le sorbitol et autres édulcorants présents dans les sodas, gâteaux, bonbons, confitures…) afin de limiter les douleurs, la diarrhée et le risque d'occlusion. Les poussées sévères avec dénutrition peuvent nécessiter une alimentation assistée.

Traitement médicamenteux

Le traitement médicamenteux, qui a récemment amélioré la qualité de vie de nombreux patients, cherche à repousser le recours à la chirurgie. Les médecins ont à leur disposition différentes classes thérapeutiques :
Les anti-inflammatoires : dérivés salicylés :
Les corticoïdes à action topique :
Les corticoïdes sytémiques : ®) ;
Les immunosuppresseurs : " On s'oriente actuellement vers un traitement précoce par immunosuppresseurs et anti-TNF dans les formes graves d'emblée et dans les formes qui présentent des facteurs péjoratifs d'évolution, explique le Dr Guillaume Bonnaud. L'idée est de ne pas laisser la maladie évoluer à bas bruit pour éviter au maximum les complications et le recours à la chirurgie. Ces traitements sur plusieurs années justifient une surveillance régulière. L'observance est un facteur clé de l'efficacité de ces traitements. L'éducation thérapeutique peut représenter une aide précieuse." ;
Les biothérapies anti-TNF alpha :
Les antibiotiques :
Le fer : des comprimés de fer composent les carences liés à la maladie de Crohn responsable d'anémie.

traitement chirurgical

Si le traitement médicamenteux se révèle insuffisant, l'intervention d'un chirurgien est parfois nécessaire. La chirurgie peut traiter certaines complications, mais la maladie demeure présente. L'opération

consiste à retirer les parties de l'intestin atteint de lésions. Cette opération peut être accompagnée d'une stomie, une ouverture temporaire de l'abdomen, afin de laisser le temps aux parties opérées de cicatriser. En cas de complications aiguës (perforation, sténose, fistule, hémorragie…), des gestes chirurgicaux d'urgence sont alors nécessaires.
L'ablation des parties lésées de l'intestin ne garantit pas l'absence de récidives sur l'intestin restant.
Une fois le diagnostic posé, la maladie va nécessiter un suivi médical et des examens réguliers pour vérifier l'efficacité des traitements et l'évolution de la maladie. Il s'agit de bilan sanguin et d'endoscopies régulières, dont le rythme sera défini par votre médecin. Aujourd'hui, les traitements permettent à une très grande majorité de malades de retrouver une vie quasi-normale. Pour limiter les poussées, il est conseillé d'arrêter de fumer, de suivre un régime équilibré et sans carences (voir un régime plus pauvre en fibres pendant les poussées pour ne pas accentuer les symptômes). Si vous êtes sous traitement immunomodulateur, vous devrez avertir sans délai votre médecin devant tout symptôme inhabituel ou nouveau inquiétant (fièvre…) et vérifier auprès de lui avant toute vaccination (certains vaccins sont contre-indiqués).
Pour les femmes, la maladie de Crohn n'empêche pas de tomber enceinte. Si vous avez un projet d'enfant, parlez-en à votre gastro-entérologue ou votre gynécologue. Certaines précautions vous assureront un bon déroulement de votre grossesse.

SCÈNES D'ENFANTS ET DE FEMMES TUÉS DANS LES ÉCOLES DE GHAZA

L'Unicef réagit

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a déclaré que « les scènes de meurtres et de destructions suite aux attaques contre les écoles d'Al-Fakhoura et de Tal Al-Zaatar dans la bande de Ghaza sont horribles et choquantes ».

Adele Khodr, directrice régionale de l'UNICEF pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, a souligné dans un communiqué « *la nécessité de mettre fin immédiatement à ces horribles attaques* ».
Khodr a averti que « *les enfants, les écoles et les abris ne sont pas des cibles militaires* ».
Dans ce contexte, la Directrice générale de l'UNICEF, Catherine Russell, a déclaré: « *nous voyons une fois de plus des images horribles d'enfants et de civils tués à Gaza, alors qu'ils se réfugiaient dans une école qui doit toujours être protégée* ».

Les yeux braqués sur la tragédie des enfants à Ghaza

Le monde célèbre aujourd'hui la Journée de l'enfance, une occasion unique de sensibiliser la communauté internationale aux droits de cette frange fragile de la population, au moment où les enfants palestiniens sont privés de leurs droits les plus élémentaires et paient un lourd tribut depuis le début de l'agression barbare sioniste le 7 octobre dans la bande de Ghaza.
La Journée mondiale de l'enfance a été créée en 1954 et est célébrée chaque année le 20 novembre afin de promouvoir le respect et les droits des enfants.
Le 20 novembre marque aussi le jour de l'adoption par l'Assemblée générale de l'ONU de la Déclaration des droits de l'enfant en 1959, et de la Convention relative aux droits de l'enfant, signée en 1989. La Convention reconnaît notamment le droit des enfants à la santé, aux soins, à l'alimentation, à l'eau et à l'assainissement et à une chaise dans une salle de classe, même s'ils vivent avec un handicap ou dans des zones de guerre.
Les mères et les pères, les enseignants, les infirmières et les médecins, les dirigeants ou les militants de la société civile, les chefs religieux ou de communautés, les chefs d'entreprises et les professionnels des médias, de même que les jeunes et les enfants eux-mêmes, peuvent jouer un rôle important et faire de cette Journée mondiale de l'enfance un événement à part dans leur société, pour leur communauté ou pour leur pays. Placée cette année sous le thème: "Pour chaque enfant, tous ses droits", la Journée mondiale de l'enfance offre à tout le monde une occasion unique de sensibiliser le public aux droits de l'enfant, de promouvoir et de mettre en lumière ceux-ci, mais aussi de transformer cette date en actes concrets en faveur des enfants partout dans le monde.
Toutefois, la Journée mondiale de l'enfance intervient cette année dans un contexte extrêmement particulier, marqué par la hausse des violations des droits de l'enfant dans de nombreux pays en conflit à travers la planète, notamment en Afrique et au Proche-Orient.
Dans les pays en guerre, les enfants continuent d'être recrutés et utilisés par les parties aux conflits, ce qui constitue une grave violation des droits de l'enfant. Viennent s'ajouter à cela le refus de l'accès de l'aide humanitaire pour des milliers d'enfants à travers le monde, les enlèvements, les viols et d'autres formes de violence sexuelle qui ont augmenté de plus de 20% l'an dernier. De même, les attaques contre les écoles et les hôpitaux se sont accrues.

Les enfants palestiniens "dépossédés de leur enfance"

En Palestine occupée, des dizaines de milliers d'enfants sont massacrés de sang froid par l'armée d'occupation sioniste notamment depuis le début des bombardements le 7 octobre à Ghaza, piétinant les résolutions internationales qui garantissent les droits de l'enfant.
Dans ce contexte, l'Observatoire euro-méditerranéen des droits de l'Homme a indiqué récemment qu'au moins 6.403 enfants palestiniens sont tombés en martyrs ou leurs traces ont été perdues sous les décombres des bâtiments détruits par les attaques sionistes barbares, appelant la communauté internationale à prendre "des mesures urgentes" pour empêcher la transformation de Ghaza en "un véritable cimetière pour enfants".
Selon les chiffres de cet organisme, plus de 15.500 enfants ont été blessés de diverses manières dans ces agressions. Environ 17.000 à 18.000 enfants ghazaouis sont devenus orphelins, tandis que plus de 450.000 d'entre eux ont vu leurs maisons détruites ou endommagées, les laissant sans abri.
Il a souligné aussi que l'avenir de centaines de milliers d'enfants est inconnu, avec l'interruption continue de l'éducation à tous les niveaux et la destruction d'au moins 214 écoles dans toute la bande de Ghaza. Pour sa part, le mouvement Défense des enfants International - Palestine (DCIP) a déclaré il y a quelques mois que l'impunité systémique a favorisé un environnement où les enfants palestiniens sont ciblés par les forces d'occupation sionistes qui ne connaissent pas de limites et tirent pour tuer dans des situations non justifiées par le droit international. Dans son rapport annuel qui couvre les crimes commis par les forces d'occupation au cours de l'année dernière, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, avait réitéré son appel à l'occupant sioniste pour qu'il fasse preuve d'un maximum de retenue et mette fin à tout recours excessif à la force contre des enfants en Palestine. Par ailleurs, des organismes palestiniens ne cessent d'alerter sur la situation de l'enfant en Palestine occupée qui sont, assurent-ils, "dépossédés de leur enfance, de leurs droits les plus élémentaires, et ne peuvent pas jouer en sécurité même devant leurs maisons, subissant à chaque instant l'arrestation, le meurtre, l'agression brutale et le déplacement forcé". Dans son énième appel de détresse, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a souligné la nécessité de mettre fin immédiatement à l'agression sioniste à Ghaza après les scènes de meurtres et de destructions consécutives aux attaques, samedi, contre les écoles d'Al-Fakhoura et de Tal Al-Zaatar.
Des scènes qualifiées d'"horribles" et de "choquantes" par l'agence onusienne.

R. I. / Agences

METTRE UN TERME AU GÉNOCIDE CONTRE LE PEUPLE PALESTINIEN

Mahmoud Abbas appelle Joe Biden à intervenir

Le président de l'Etat de Palestine, Mahmoud Abbas, a appelé samedi soir, quelques heures après deux sauvages bombardements sionistes contre des écoles à Jabaliya qui ont fait plus de 80 martyrs, le Président américain Joe Biden à intervenir en urgence pour mettre un terme au génocide contre le peuple palestinien.
"*Aujourd'hui, je m'adresse au président américain Joe Biden, qui porte seul la responsabilité en raison de sa position internationale et de sa grande influence sur les autorités d'occupation israéliennes, d'intervenir immédiatement pour mettre fin à cette agression*", a déclaré le Président palestinien dans un discours diffusé par la télévision palestinienne.
Mahmoud Abbas a enjoint Joe Biden à intervenir "*immédiatement pour mettre fin à l'agression et de soulager le peuple Palestinien assiégé dans la bande de Ghaza*", ainsi que la fin des "*attaques des forces d'occupation (sionistes) et au terrorisme des colons contre le peuple palestinien en Cisjordanie et à Al Qods occupée, ce qui laisse présager une explosion imminente*." "*Les massacres et les destructions auxquels notre peuple est exposé dépassent les capacités humaines. Qu'attend l'Amérique face au génocide de notre peuple dans la bande de Ghaza*", s'est interrogé le Président Mahmoud Abbas, qui a souligné que "*le sang des enfants, des femmes et des personnes âgées ne suffit-il pas à éveiller les consciences du monde ?*" "*Président Biden, je vous appelle, dans toutes vos capacités officielles et humanitaires, à mettre fin à cette catastrophe humanitaire, et à ce génocide contre notre peuple innocent, dont l'histoire n'exonérera personne, et à porter secours à notre peuple assiégé dans la bande de Ghaza (…) En fait, ce sont des crimes de guerre qui méritent d'être punis*", a ajouté le président palestinien dans son discours, rapporté par l'agence *Wafa*. Mahmoud Abbas a insisté sur "*les horribles massacres commis par les forces d'occupation israéliennes contre les enfants palestiniens dans la bande de Ghaza, dont le dernier en date, a-t-il rappelé, a eu lieu aujourd'hui dans les écoles d'Al-Fakhoura et de Tel Al-Zaatar, qui ont coûté la vie à des centaines de personnes déplacées de force de leurs foyers*".
Mahmoud Abbas a appelé une fois de plus à mettre fin à "*cette agression et à ces crimes de génocide contre les enfants de notre peuple*", qui ont coûté la vie à plus de 12.000 Palestiniens, dont la majorité sont des enfants et des femmes, en plus des blessés et des destructions globales qui ont touché des dizaines de milliers de maisons, d'écoles, d'hôpitaux, de lieux de culte, et des infrastructures publiques. Lançant "arrêtez la guerre de génocide contre notre peuple", Mahmoud Abbas rappelle au Président Biden que le peuple palestinien "*mérite de vivre dans sa patrie en toute liberté et dignité, et restera attaché à sa terre jusqu'à ce qu'il obtienne ses droits légitimes à l'indépendance et à un Etat avec comme capitale, Al Qods*".

R. I. / Agences

ÉLIMINATOIRES CDM 2026 / MOZAMBIQUE 0 – ALGÉRIE 2

Une victoire dans la douleur

La sélection nationale a enchainé une nouvelle victoire face au Mozambique, dans le cadre de la 2ème journée des éliminatoires de la Coupe du Monde-2026, sur le score de deux buts à zéro.

PAR : HAMROUCHE MOUNIR

Elle arrache les précieux points de la victoire qui lui ont permis d'être en pole position de son groupe.

Pour revenir à la physionomie du match, les poulains de Belmadi ont fait une mauvaise entré de la rencontre .

La situation se complique un peu après la sortie précoce de Mandi et Slimani après avoir contracté des blessures, due au mauvais état de la pelouse du stade.

C'est plutôt le Mozambique qui se montre dangereux durant la première mi-temps et qui a faillaient ouvrir le score a plusieurs fois en utilisont leurs vitesse sur les ailes,

Mandrea a sauvé les meubles à maintes reprises .

Gouri a eu la seule occasion dangereuse pour l'équipe nationale dans les derniers instants de la première mi-temps.

En effet, l'attaquant rennais a failli marquer le premier but d'un tir du gauche, mais le ballon a touché le poteau gauche du gardien mozambicain.

La première mi-temps s'est terminée sur un score nul zero partout .

En deuxième mi temps, Djamel Belmadi renforce son milieu de terrain . Il a sacrifié l'attaquant Gouiri et fait entrer Hichem Boudaoui à sa place. Ce changement porte ses fruits puisque on constate une très bonne maîtrise du jeu par l'équipe nationale.

Il faut dire que la seconde mi-temps a été caractérisée par la domination totale des Verts.

Après avoir mis beaucoup de pression sur les attaquants adverses, leurs efforts ont finalement payé à la 69e minute.

Amoura a récupéré le ballon au milieu du terrain, et accélère vers le but adverse, et a vu son tir s'écrasé sur le poteau et revenir dans les pieds de Chaibi, qui a finalement débloqué la situation.

Les Mozambicains réagiront aux premiers but de la sélection nationale,

et exerceront une pression terrible sur la forêt de Mandrea.

Mais ils se contentent d'une attaque inoffensive contre le gardien des Verts.

À la 80e minute, Zerouki a lancé une contre-attaque. Face a face avec le gardien adverse et a facilement prolongé l'avance à deux buts . c'est un but qui a surpris et assomme les Mozambicains.

Le coach Belmadi gérera la suite du match avec sagesse.

Et par hasard, l'arbitre rwandais a sifflé la fin de la rencontre sur le score de 2-0 en faveur de l'Algérie.

Une autre victoire difficile mais tellement précieuse dans la course pour les qualifications de la Coupe du Monde 2026.

H.M.

Ligue 1 Mobilis (6e journée) : Le PAC solide dauphin

La 2ème partie de la 6e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, disputée samedi a permis au Paradou AC de conforter sa place de dauphin à la faveur de sa courte victoire sur l'ES Ben-Aknoun (1-0), alors que l'ASO Chlef a réalisé l'essentiel en disposant de l'ES Sétif (2-1), tout comme l'US Biskra vainqueur à domicile devant l'USM Alger (1-0).

Au stade du 20 août 1955 (Alger), le Paradou AC, n'a pas raté l'occasion d'engranger une précieuse mais difficile victoire aux dépens du nouveau promu et lanterne rouge par la plus petite des marges sur une réalisation de Titraoui (79e). Ce succès ô combien important, permet au PAC de talonner l'actuel leader le MC Alger qui ne compte plus que deux longueurs d'avance. L'ESBA, toujours à la recherche de sa première victoire de la saison, ferme la marche avec un petit point au compteur.

L'ASO Chlef qui accueillait l'ES Sétif, s'est bien ressaisie de sa courte défaite concédée lors de la précédente journée face au MCA, en venant à bout d'une solide équipe sétifienne (2-1), au terme d'une rencontre assez équilibrée. A la faveur de cette victoire acquise grâce aux buts de Tarek Aggoun (13e) et Moulay Abdelaziz (50e), les Chélifiens remontent à la 3e place en compagnie du MC El-Bayadh et NC Magra avec 10 points pour chaque équipe.

Quant au club phare de hauts-plateaux, le but égalisateur auparavant de Walid Zaamoum (37e) n'a pas suffi pour améliorer sensiblement son classement, en reculant à la 6e place avec 9 points. La dernière rencontre au programme de samedi a vu l'US Biskra battre l'USM Alger (1-0). Les Biskris ont pris l'avantage dès la 14e minute sur une réalisation Zeghnoun, alors que la capitaine des Rouge et Noir, Zinedine Belaid a raté un penalty en première période.

A la faveur de ce succès, l'USB (9 pts) rejoint le CR Belouizdad, l'ES Sétif, le CS Constantine et l'USM Khenchela à la sixième place du classement, tandis que l'USMA (6 points), qui concède sa quatrième défaite de la saison (2e consécutive), occupe le 13e rang avec le MC Oran.

La 1ère partie de cette 6e journée jouée hier vendredi, a été caractérisée par la nette victoire du MC Alger qui a conforté sa place du leader, en atomisant la JS Saoura (4-0) dans un stade du 5-juillet coloré, alors que le MC Oran a signé son premier succès de la saison, à domicile face à l'USM Khenchela (1-0).

Grâce à son maître à jouer, Youssef Belaïli auteur d'un doublé, le Mouloudia a confirmé son ambition en alignant un quatrième succès de rang, face à une équipe de la Saoura qui n'a pas pesé lourd.

À Constantine, le NC Magra a réalisé la sensation en s'imposant devant le CS Constantine (1-0) grâce à un but signé Bourahla en seconde période (70e).

Le MC El-Bayadh, grâce notamment à un doublé de Belmiloud (11e, 49e), n'a pas fait dans la dentelle en laminant l'US Souf (4-0), confirmant à l'instar du NCM, sa bonne dynamique, en témoigne sa belle série en cours de trois matchs sans défaite.

En revanche, rien ne va plus chez l'USS, qui n'arrive pas amorcer son apprentissage parmi l'élite, d'autant que les joueurs de l'entraîneur Omar Belatoui, sur la sellette, restent sur un triste bilan de trois revers de suite.

A l'Ouest du pays, le MCO a dû attendre la 6e journée pour décrocher au premier succès, à domicile face à l'USM Khenchela (1-0), sur une réalisation de sonbuteur attitré Bengrina (19e). Après un début de saison exemplaire (trois victoires en autant de matchs), l'USMK marque le pas avec cette troisième défaite de rang.

AVENGERS : L'ÈRE D'ULTRON

21h25 TMC

Les Avengers interviennent en Sokovie, en Europe de l'Est, pour contrer le dangereux baron Strucker et les hommes d'Hydra. Alors que Pietro et Wanda Maximoff, conditionnés par Strucker, veillent dans l'ombre, les super-héros récupèrent le sceptre de Loki. Revenus à leur QG, Tony Stark et Bruce Banner utilisent le sceptre pour créer Ultron, un puissant programme informatique destiné à assurer la paix dans le monde. Malheureusement, Ultron se révèle extrêmement dangereux et prêt à tout pour détruire les Avengers.

PAMELA ROSE, LA SÉRIE

21h09 CANAL+

Richard Bullit et Douglas Riper sont sollicités par leurs supérieurs au FBI pour enquêter sur un tueur en série qui s'en prend à des influenceurs stars des réseaux sociaux qui animent régulièrement des émissions sur le Net. Les deux acolytes indisciplinés doivent en même temps faire face à la concurrence de Jessica Carson, un nouvel agent du Bureau qui vient d'être recrutée. Tous les trois enquêtent sur le meurtre de Jimmy Bold, créateur de contenu suivi par 12 millions de personnes.

SAMBRE
ARLETTE (LA MAIRE)

21h10 2

Hiver 2003. Arlette Caruso, la maire communiste de Louvroil, bourgade industrielle de la Sambre, accompagne à l'hôpital Sylvie André, qui travaille comme de femme de ménage à l'école maternelle. Celle-ci a été violée tandis qu'elle prenait son service à 6h30 du matin. Quand elle apprend que deux autres femmes ont subi la même chose depuis le début de l'hiver sur sa commune, Arlette décide, contre l'avis de la police, de prévenir la population féminine locale qu'il y a un violeur qui rôde. Seule Sylvie André accepte de témoigner publiquement de son viol…

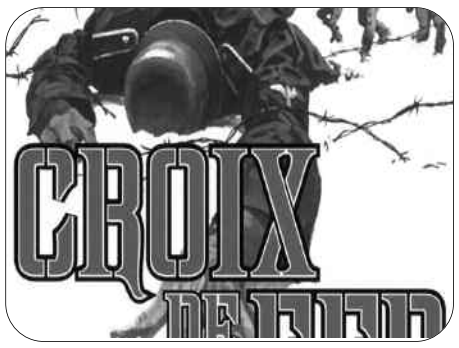
DA VINCI CODE

21h10 3

Jacques Saunière, le conservateur du musée du Louvre, vient d'être assassiné. Avant de mourir, il a écrit avec son sang un mystérieux message sur le sol. L'inspecteur Bezu Fache convoque alors Robert Langdon, professeur de symbolique religieuse à l'université de Harvard, pour le déchiffrer. Pendant ce temps, le meurtrier, un étrange moine, se rend dans l'église de Saint-Sulpice, chercher la mystérieuse clef de voûte. Avec l'aide de Sophie Neveu, cryptologue et petite-fille de Jacques Saunière, Robert Langdon va mener l'enquête...

LA SELECTION DE MIDI LIBRE

CROIX DE FER



20h55 arte

Russie, Péninsule de Taman, 1943. Peu de temps après leur lourde défaite à Stalingrad, les troupes allemandes de la Wehrmacht, démoralisées, battent en retraite vers la Crimée. De retour d'une mission de reconnaissance à l'intérieur des lignes tenues par les Russes, le caporal-chef Steiner apprend qu'il est désormais sous le commandement du capitaine Stransky, un aristocrate prussien dont l'unique objectif est d'obtenir la Croix de fer, la plus importante distinction militaire. Une antipathie profonde ne tarde pas à se développer entre les deux hommes…

EN TERRES OPPOSÉES

21h05 5

Accompagnés par Karim Rissouli, trois personnalités ont accepté, le temps d'une immersion, d'aller à la rencontre de celles et ceux dont ils ne partagent pas les idées ou les actions en matière d'écologie. Pour ce premier numéro, Camille Etienne, l'activiste du climat, découvre le circuit du Castellet et des passionnés d'automobile ; François Gemenne, membre notamment du GIEC, se mêle aux membres du collectif "Les soulèvements de la Terre", avec qui il est en désaccord sur les modes d'action, lors d'une intervention à Nantes contre le maraîchage industriel ; Antoine Bueno, essayiste et conseiller au Sénat...

UNE AFFAIRE DE DÉTAILS

21h00 TF1

Joe « Deke » Deacon, policier patient et méticuleux, mène une vie assez calme dans la ville de Bakersfield, en Californie. Mais une affaire de bottes ensanglantées, possibles preuves dans une affaire criminelle, envoie Deke à Los Angeles pour les récupérer. Deux contretemps administratifs immobilisent alors le policer dans la Cité des Anges. Invité par son collègue Jim Baxter à l'accompagner lors d'une ronde de nuit, Deacon prend connaissance d'une affaire qui terrorise toute la ville, celle d'un tueur en série qui a déjà fait quatre victimes...

CRIMES
VENT DE PANIQUE EN CHAMPAGNE-ARDENNE

21h10 NRJ 12

Crimes présente 3 affaires criminelles : Tragédie familiale à Troyes. Brigitte, 70 ans, dirige une entreprise familiale. Olivier, son fils, découvre un jour sa mère étendue au sol avec le crâne brisé. Témoin de la scène - une webcam. Drame annoncé à Trigny. Hélène, 28 ans, après 2 ans d'idylle avec Yannick, souhaite reprendre sa vie de célibataire, inconsciente que, par cela, elle met sa vie en péril. Reims et le calvaire des vieilles dames. Madeleine, 86 ans, est agressée devant son appartement par un homme qui s'avère être un violeur en série.

Web : www.lemidi-dz.com
MIDI Libre
Quotidien national d'information

Gérant : Reda Mehigueni
e-mail : direction@lemidi-dz.com

La rédaction
e-mail : redaction@lemidi-dz.com

Standard : 021.66.22.65
Rédaction : Tél-Fax : 021.66.22.65
Publicité : Tél-Fax : 021.66.22.65
publicite@lemidi-dz.com
Pour vos publicités s'adresser à l'ANEP
01, avenue Pasteur, Alger
Tél : 021.73.71.28 / 021.73.76.78 / 021.74.99.81
Fax : 021.73.95.59
Email : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz

Impression :
Centre : SIA Diffusion : Midi Libre

EURL Midi Libre
au capital social de 12.000.000 DA
Compte Bancaire :
SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16

Adresse : Maison de la presse 1er-Mai Alger.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

MIDI Libre
Quotidien national d'information
N° 4888 | Lundi 20 novembre 2023

Horaires des prières pour Alger et ses environs	
Fadjr	05:52
Dohr	12:33
Asr	15:18
Maghreb	17:37
Icha	19:04

J44: CRIMES DE GUERRE À GHAZA